



Déclaration liminaire au CDEN des Alpes de Haute Provence

30 novembre 2020

Ministre de l'Éducation Nationale : le discrédit est total

Plus il félicite les enseignant-es pour leur engagement et moins ils et elles y croient. Ses vidéos leur sont devenues insupportables. L'empathie médiatisée n'est que de façade. Le double langage est de mise. Rarement ministre aura connu un tel discrédit chez les professeurs et l'ensemble des agent-es de l'éducation nationale. Le silence répété sur les personnels non enseignants (vie scolaire, PsyEN, personnels de santé et de service social, AESH, administratifs, techniques, territoriaux...) est vécu comme une forme de mépris.

Dès 2017, il se lance dans son grand projet de façonner l'éducation nationale à son idée. Quel qu'en soit le prix ! En s'appuyant opportunément sur une partie des recherches en neurosciences, le ministre façonne une école qui deviendrait un lieu où le destin de chaque élève serait fixé dès le cours préparatoire. Cette conception mécaniste des apprentissages nuit à la réussite scolaire des enfants des familles populaires, et s'appuie sur des évaluations nationales dont le rôle est de faciliter un pilotage vertical du système et de justifier a posteriori ce tri social.

La prétendue « justice sociale » du ministre fige en réalité les inégalités, voire les renforce. Bienheureux les chanceux bien nés ! Le ministre empile les réformes vécues comme autant de renonciasions aux missions premières de l'école : dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire au détriment des enseignant-es surnuméraires, mise en œuvre de Parcoursup qui amplifie les mécanismes de discrimination sociale et scolaire après le baccalauréat, dont il minimise le caractère national pour instaurer l'évaluation permanente des élèves (E3C, enseignements de spécialité), réforme de l'enseignement professionnel, qui retire toute perspective de poursuite d'études aux élèves qui en sont issus en mettant en œuvre une véritable dérégulation de l'offre de formation et une déprofessionnalisation des diplômes, réforme des programmes, démantèlement programmé de l'éducation prioritaire... Tout confirme le retour à l'élitisme : la réussite selon le ministre n'est décidément pas pour tous les élèves.

Jamais ministre n'aura été aussi injonctif. Circulaires et guides formalisent la vision pédagogique ministérielle qui tient avant tout en un retour à des fondamentaux étriqués « lire, écrire, compter, respecter autrui » tournant le dos à la construction d'une ambitieuse culture commune. La priorité au primaire est également à double face : d'un côté des

moyens qui de toutes façons étaient nécessaires mais restent largement insuffisants et sont ponctionnés sur le second degré ; de l'autre la satisfaction de sa vision passéeiste de l'école symbolisée par le retour à la méthode syllabique et la mise en place autoritaire d'un contrôle vertical du travail des enseignant-es. Le ministre fait fi de l'expertise professionnelle des enseignant-es. La classe devient le lieu de l'individualisation des apprentissages. Quel déni du travail quotidien des enseignant-es qui s'évertuent à construire des citoyen-nes éclairé-es et intelligent-es capables de comprendre et d'agir sur le monde et des personnels non enseignants qui y contribuent.

Les réformes sont mises en œuvre à marche forcée. Les voix critiques sont étouffées (création d'un conseil scientifique « sur mesure » pour limiter les apports des sciences sociales et humaines, renvoi du CNESCO vers le CNAM, minimisation du rôle du CSP et création du Conseil d'évaluation de l'école...) ou enfermées dans un dialogue social de sourd.

La gestion de la crise sanitaire avec les mensonges sur les masques, les protocoles inapplicables, l'information parcimonieuse et trop tardive, le manque d'anticipation, le déni sur les chiffres de contamination des personnels et élèves... Sa communication faite d'aplomb et d'arrogance a fini de retirer au ministre de l'éducation nationale le peu de crédit qui lui restait. Ce ministre pense une école qu'il ne connaît pas. Quand on critique ses réformes, c'est lui que l'on critique.

Les tergiversations concernant l'hommage à Samuel Paty, qu'il a finalement saboté, ont été scandaleuses et ont marqué les esprits.

Jusqu'à présent, le ministre se sentait protégé, inattaquable, ses dérives et les effets néfastes de sa politique éducative étant difficilement perceptibles par l'opinion publique.

En créant de toute pièce un syndicat lycéen parce que sa réforme du bac était très contestée sur le terrain ; il a voulu faire taire ses contradicteurs.

Toute la lumière devra être faite rapidement sur cette affaire et une enquête indépendante devra être menée.

En tout état de cause, cela révèle au grand jour ce qui est une évidence à l'interne. Si l'école tient encore c'est parce que les personnels font front et qu'ils et elles portent à bout de bras le service public d'éducation grâce à leur conscience professionnelle et à leur volonté de faire réussir tous les élèves.

Face à ce discrédit fort dans l'ensemble de la communauté éducative, la FSU interroge publiquement la crédibilité du ministre actuel à continuer d'être l'interlocuteur des personnels et à conduire une autre politique éducative.